

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-33 du 10 octobre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

Brèves

Climat – énergie – environnement

1. Le président D. Trump réautorise un projet routier pour développer l'accès aux ressources minérales en Alaska et investit dans l'entreprise Trilogy Metals
2. L'Agence américaine d'Information sur l'Energie (EIA) met à jour ses prévisions à court-terme sur l'énergie

Transport et infrastructure

3. Le secrétaire américain aux Transports annonce un financement supplémentaire pour soutenir le programme « Essential Air Service » dans le contexte du shutdown budgétaire

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Les exportations de spiritueux américains enregistrent un net recul depuis six mois

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

5. La Food and Drug Administration annonce un programme pilote d'examen prioritaire des médicaments génériques fabriqués aux États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

Brèves

- Le 3 octobre, l'*U.S Customs and Border Protection* (CBP) a publié un [document d'information](#) relatif à la mise en œuvre des actions prises en avril par le représentant américain au Commerce (USTR) au titre de l'enquête Section 301 dans le secteur de l'industrie navale. A partir du 14 octobre 2025, le paiement des frais d'entrée dans les ports américains pour les navires concernés devra ainsi se faire sur une [plateforme dédiée](#), dans un délai recommandé de trois jours avant l'entrée.
- Le 6 octobre, D. Trump a [annoncé](#), sur le réseau social Truth, que l'entrée en vigueur des droits de douane de 25% sur les poids lourds ne se ferait qu'à compter du 1^{er} novembre, mais désormais les camions moyens seront également concernés.
- Le 7 octobre, le Sénat a [confirmé](#) la nomination de Joseph Barloon au poste d'Envoyé des Etats-Unis auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).
- Le 6 octobre, le département du Trésor a [sanctionné](#) huit individus mexicains et huit entités basées au Mexique pour leurs liens avec la faction Los Chapitos du cartel Sinaloa.
- Le 6 octobre, le département du Trésor a [levé](#) les sanctions visant l'ancien Président du Paraguay Horacio Cartes, qui avait été sanctionné en janvier 2023 pour son implication dans des affaires de corruption.
- Le 9 octobre, le département du Trésor a [sanctionné](#) dix individus, quarante-neuf entités et trente-trois navires pour leur implication dans les ventes et les expéditions de pétrole et de gaz de pétrole liquéfié (GNL) iraniens depuis l'Iran.
- Le 9 octobre, le département au Commerce a [ajouté](#) 29 entités à la liste des personnes et organismes nécessitant une autorisation préalable pour l'achat de certains produits américains (*Entity List*), au motif qu'elles ont fourni ou détourné illégalement des composants de drones et d'avions d'origine américaine vers l'Iran.

Climat – énergie – environnement

1. Le président D. Trump réautorise un projet routier pour développer l'accès aux ressources minérales en Alaska et investit dans l'entreprise Trilogy Metals

La Maison Blanche a [publié](#) le 6 octobre la décision du président D. Trump d'approuver le recours déposé par l'*Alaska Industrial Development and Export Authority* (AIDEA), demandant à son administration de délivrer rapidement les autorisations nécessaires à la réalisation du projet routier d'Ambler (*Ambler Road Project*). La Fact Sheet [associée](#) indique qu'il s'agit d'un projet de route industrielle de 340 kilomètres, allant de la Dalton Highway jusqu'au district minier isolé d'Ambler en Alaska. La Maison Blanche précise que cette route permettrait : i) un accès à plus de 1700 concessions minières actives et à d'importants gisements de cuivre, zinc, cobalt, gallium, germanium, et d'autres minerais stratégiques, ii) de soutenir 2730 emplois, iii) de stimuler la croissance économique des régions rurales de l'Alaska. Ce projet avait été approuvé par le président D. Trump lors de son premier mandat, puis annulé en 2024 par le président J. Biden via une décision refusant à l'AIDEA le droit de passage sur les terres fédérales. La Fact Sheet précise que l'Etat de l'Alaska devrait percevoir plus d'1,1 Md USD de recettes provenant de la taxe sur les autorisations minières, de l'impôt sur les sociétés, des redevances de production et des loyers liés aux concessions.

La Fact Sheet mentionne également l'annonce par le gouvernement américain d'un partenariat signé avec Trilogy Metals, avec un investissement de 35,6 M\$ pour soutenir l'exploration minière dans le district minier d'Ambler. Cet investissement fait du gouvernement américain un actionnaire à hauteur de 10 % de l'entreprise, et comprend des bons de souscription (warrant) permettant d'acquérir 7,5 % supplémentaires de la société.

La Fact Sheet indique enfin que ces décisions s'inscrivent dans l'objectif du président D. Trump de faire de la sécurité nationale et de la croissance économique des Etats-Unis une priorité.

2. L'Agence américaine d'Information sur l'Energie (EIA) met à jour ses prévisions à court-terme sur l'énergie

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 7 octobre une mise à jour de ses prévisions à court terme sur l'énergie. Selon cette analyse, la production de pétrole aux États-Unis a atteint un niveau record en juillet et progresse plus rapidement que prévu dans le golfe du Mexique. Elle devrait se stabiliser à 13,5 millions de

barils par jour (b/j) en moyenne en 2025 et 2026. Parallèlement, l'EIA indique que l'augmentation de la production dans certains pays de l'OPEP contribuera à faire baisser les prix du pétrole. Le prix du Brent est ainsi attendu à une moyenne de 62 USD par baril au quatrième trimestre 2025, puis 52 USD en 2026. Concernant le gaz naturel, le prix spot au point de référence Henry Hub devrait passer de juste en dessous de 3,00 USD/MMBtu en septembre 2025 à 4,10 USD/MMBtu en janvier 2026. Ce prix est environ 50 cents inférieur à celui prévu dans les précédentes prévisions de l'EIA, en raison d'une production plus élevée que prévu, ce qui entraîne une hausse des stocks par rapport aux estimations précédentes. Du côté du GNL, les États-Unis devraient ajouter 5 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/d) de capacité d'exportation en 2025 et 2026, grâce à la mise en service des projets Plaquemines LNG et Corpus Christi LNG Stage 3. Les exportations totales de GNL devraient ainsi atteindre 14,7 Bcf/d en 2025, puis 16,3 Bcf/d en 2026, contre 11,9 Bcf/d en 2024. En ce qui concerne le charbon, sa consommation dans le secteur de la production d'électricité a augmenté de 15 % au premier semestre 2025 par rapport à la même période en 2024, en raison d'une demande électrique plus forte et de prix plus élevés du gaz naturel. L'EIA anticipe toutefois un ralentissement de cette tendance avec une hausse limitée à 4 % au second semestre 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. En 2026, malgré une nouvelle hausse attendue des prix du gaz, la consommation de charbon devrait reculer de 3 %, grâce à une hausse de la production solaire à grande échelle.

Transport et infrastructure

3. Le secrétaire américain aux Transports annonce un financement supplémentaire pour soutenir le programme « Essential Air Service » dans le contexte du shutdown budgétaire

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 8 octobre que le département des Transports (DoT) avait obtenu un financement supplémentaire de 41 M\$ pour soutenir le programme « Essential Air Service (EAS) », qui risquait de manquer de fonds en raison de la fermeture des services publics en lien avec le shutdown budgétaire en cours depuis le 1^{er} octobre. Ce financement supplémentaire devrait permettre d'éviter l'interruption du programme début novembre.

Le 6 octobre 2025, le DoT avait en effet notifié les communautés éligibles à l'EAS, ainsi que les transporteurs aériens concernés, d'un éventuel déficit futur des fonds alloués aux contrats EAS et aux

subventions AEAS (Alternate Essential Air Service). En cas d'expiration du financement, le DoT indiquait qu'il devra suspendre les obligations contractuelles des transporteurs aériens fournissant l'EAS ainsi que le remboursement au titre des subventions AEAS jusqu'à ce que les fonds alloués soient rétablis.

L'EAS accorde des subventions aux transporteurs aériens qui exploitent des aéroports ruraux pour des liaisons non rentables. Le programme est décrit dans le communiqué comme « une ligne de vie critique » pour les communautés rurales américaines.

Industrie

Brèves

- Le 8 octobre 2025, l'entreprise d'électricité texane Base Power, spécialisée dans la location et l'exploitation de batteries, a [annoncé](#) une levée de fonds à hauteur de 1 Md\$, valorisant ainsi l'entreprise à 3 Md\$. Ce tour d'investissement a mobilisé des bailleurs de fonds existants tels que les sociétés de capital-risque Addition et Thrive Capital, et de nouveaux investisseurs comme CapitalG - la société d'investissement affiliée à Google. Base Power cherche ainsi à intensifier ses activités de location de batteries, notamment dans d'autres Etats américains, pour répondre à la demande croissante d'électricité. Cette opération s'inscrit dans la continuité d'un premier tour d'investissement de 200 M\$ réalisé en avril pour le développement de l'entreprise.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 6 octobre 2025, l'entreprise Paramount Skydance, propriétaire de CBS News, a [annoncé](#) l'acquisition de *The Free Press*, un média indépendant d'information en ligne en expansion comptabilisant 170 000 abonnés payants et 1,5 million de lecteurs. Le montant de la transaction est estimé à 150 M\$ en espèces et en actions Paramount. Selon les termes de l'accord, *The Free Press* poursuivra son activité journalistique et conservera sa propre marque au sein de CBS News.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Les exportations de spiritueux américains enregistrent un net recul depuis six mois

Dans son [rapport](#) économique semestriel, le Distilled Spirits Council of the United States ([DISCUS](#)), qui représente les intérêts des grands producteurs de spiritueux américains, annonce que les exportations de spiritueux des États-Unis ont reculé de 9% au deuxième trimestre 2025 par rapport à la même période de 2024.

Malgré la levée récente des droits de douane de rétorsion au niveau fédéral, les provinces canadiennes maintiennent un embargo de fait sur la vente des spiritueux américains. En effet, la vente d'alcool au Canada relève, dans la quasi-totalité des provinces, d'un monopole d'Etat. DISCUS relève que cette situation a entraîné une chute de 85% des exportations américaines vers le Canada au deuxième trimestre 2025. Parallèlement, les exportations vers le Royaume-Uni et le Japon ont diminué de plus de 23% chacune, et celles vers l'Union européenne de 12% pendant la même période. Ces quatre marchés représentaient 70% des exportations américaines en 2024.

DISCUS attribue principalement cette baisse des exportations aux effets indirects des mesures tarifaires américaines et notamment le comportement d'achat de certains consommateurs, qui se détournent désormais des produits américains par ressentiment envers la politique de l'administration Trump. Ainsi, DISCUS souligne que sur le mois d'avril 2025, les ventes de spiritueux américains au Canada ont chuté de 68%, tandis que celles des produits canadiens et d'autres origines ont progressé d'environ 3,6% chacune.

Après deux décennies d'expansion, durant lesquelles les exportations de spiritueux américains ont été multipliées par cinq, celles-ci sont devenues essentielles à l'équilibre économique du secteur. Cette dépendance est d'autant plus forte que la situation des distillateurs américains sur le marché domestique est déjà dégradée : les ventes totales de spiritueux aux États-Unis ont reculé de \$37,7 Md en 2023 à \$37,2 Md en 2024, soit une baisse de 4% en termes réels. En volume, les ventes de whiskey américain ont quant à elle diminué de 3% entre 2022 et 2024, tandis que les stocks ont triplé depuis 2012, atteignant près de 5,68 Md de litres aujourd'hui. Enfin, en 2024, les exportations représentaient 44% des ventes totales en volume de whiskey américain, faisant de ces exportations un paramètre essentiel pour l'équilibre économique des producteurs.

Selon DISCUS, sans un apaisement rapide des tensions commerciales et une reprise des exportations, le secteur des spiritueux américains risque de subir une baisse de sa rentabilité et de devoir faire face à des difficultés financières majeures.

Brèves

- Dans une [lettre](#) adressée au président Trump, les coprésidents de la Specialty Crop Farm Bill Alliance demandent la mise en place d'une aide économique d'urgence et notamment d'inclure les producteurs de cultures spécialisées dans le prochain programme d'aide prévu pour les agriculteurs. Les représentants du secteur soulignent les difficultés auxquelles ils sont confrontés : hausse des coûts de production, pénurie de main-d'œuvre, concurrence déloyale des produits importés et catastrophes naturelles.
- Dans ses rapports de [mai](#) et [septembre](#) 2025, la commission « Make America Healthy Again » a mis en garde contre les risques sanitaires liés à la consommation d'aliments ultra-transformés. Sans attendre une définition fédérale, le gouverneur de Californie Gavin Newsom a promulgué une [loi](#) bipartisane inédite visant à éliminer progressivement ces aliments des cantines scolaires. Cette mesure fait de la Californie le premier État américain à adopter une telle mesure. Le texte prévoit l'interdiction des aliments contenant des exhausteurs de goût ou de couleur et riches en graisses saturées, en sodium ou en sucres/édulcorants ajoutés. Selon le calendrier prévu, les écoles devront commencer à les retirer de leurs menus dès 2029, avant une interdiction totale en 2035. Les fournisseurs, quant à eux, ne pourront plus en proposer à partir de 2032.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 8 octobre 2025, l'USPTO [a annoncé](#) le lancement d'un programme pilote de recherche automatisée dans le domaine des brevets d'utilité (utilisation d'un outil interne d'Intelligence Artificielle) afin d'évaluer l'impact du partage préalable des résultats d'une recherche automatisée avant l'examen d'une demande de brevet d'utilité. Il se déroulera du 20 octobre 2025 au 20 avril 2026, ou se terminera plus tôt pour certains Centres

Technologiques ayant déjà accepté 200 requêtes dans le cadre du programme. L'USPTO envisage le traitement de 1600 requêtes et pourra envisager de prolonger le programme. La recherche automatisée transmise identifiera une liste de dix références les plus importantes en matière de l'état de la technique avant l'examen. Il faudra payer une redevance devant l'USPTO pour y participer.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 5 octobre, lors de son événement annuel [DevDay](#), OpenAI a annoncé l'intégration de nouvelles applications tierces — telles que Spotify, Willow, Figma et Booking.com — à son agent conversationnel, ChatGPT. Cette mise à jour permet aux utilisateurs d'interagir directement avec ces services depuis l'interface de ChatGPT.
- Le 6 octobre, [OpenAI](#) et [AMD](#) ont annoncé la conclusion d'un accord pluriannuel dans le cadre duquel le fabricant de semi-conducteurs fournira à OpenAI des puces dédiées à l'entraînement et à l'inférence de ses futurs modèles d'IA, représentant une capacité totale de 6 gigawatts. Les deux entreprises ont également indiqué qu'une coopération technique accompagnerait ce partenariat, visant à optimiser l'intégration du matériel d'AMD avec les logiciels d'OpenAI. Selon les termes communiqués, l'accord — qui s'étendra sur plusieurs années et impliquera plusieurs générations de processeurs graphiques (GPU) AMD — débutera par une première livraison de puces MI450 au cours du second semestre 2026. L'accord prévoit en outre la possibilité pour OpenAI d'acquérir progressivement jusqu'à 10 % du capital d'AMD, en fonction du déploiement effectif des puces et de la valorisation de l'entreprise.
- Les 6 et 7 octobre, la start-up IA Anthropic a successivement annoncé deux partenariats avec les sociétés Deloitte et IBM :
 - Avec Deloitte, Anthropic a conclu ce qu'elle [qualifie](#) de son plus important déploiement en entreprise. Cet accord prévoit la mise à disposition de ses modèles d'IA à l'ensemble des 470 000 collaborateurs du cabinet, ainsi que la formation de 15 000 d'entre eux à l'utilisation de son agent conversationnel, Claude. Par ailleurs, les deux entreprises collaboreront au développement de solutions

d'IA spécifiquement conçues pour les secteurs régulés, tels que la finance, la santé et l'administration publique, afin de les proposer aux clients accompagnés par Deloitte.

- Le partenariat signé avec [IBM](#), quant à lui, vise à intégrer les modèles d'IA d'Anthropic, et notamment Claude, aux logiciels professionnels commercialisés par IBM auprès de ses clients entreprises.
- Le 7 octobre, Bloomberg a [rapporté](#) que xAI, l'entreprise IA fondée par Elon Musk, avait levé 20 milliards de dollars, dont 12,5 milliards sous forme de dette et 7,5 milliards en fonds propres. Le financement inclut notamment une prise de participation de Nvidia au capital de xAI pour un montant de 2 milliards de dollars. L'endettement contracté par xAI devrait servir en partie à louer des puces Nvidia destinées à son centre de données Colossus 2, actuellement en construction.

Santé

5. La Food and Drug Administration annonce un programme pilote d'examen prioritaire des médicaments génériques fabriqués aux Etats-Unis

Le 3 octobre, la Food and Drug Administration (FDA) a [annoncé](#) le lancement d'un nouveau programme pilote destiné à accélérer l'examen des demandes de mises sur le marché de médicaments génériques fabriqués aux Etats-Unis. Après d'autres mesures telles que la mise en place du programme « FDA PreCheck » en août dernier, qui doit [permettre](#) de simplifier et faciliter la construction de nouveaux sites de production pharmaceutiques aux Etats-Unis, ce programme pilote est présenté comme destiné à encourager la production locale de médicaments et contribuer à la réduction de la dépendance américaine vis-à-vis des importations de produits de santé. Afin de bénéficier de l'examen prioritaire, le demandeur doit démontrer que : (i) les essais de bioéquivalence du produit pharmaceutique ont été réalisés aux Etats-Unis (si de tels essais sont exigés pour le produit en question) ; (ii) la fabrication du médicament fini a été réalisée aux Etats-Unis ; et (iii) les principes actifs (API) utilisés dans la fabrication de ce médicament sont également originaires des Etats-Unis.

Brèves

- Le 7 octobre, la presse [s'est fait l'écho](#) du recrutement par le groupe pharmaceutique américain Eli Lilly de Peter Marks,

ancien directeur du Center for Biologics Evaluation and Research (CBER) de la Food and Drug Administration (FDA), service chargé de la mise en œuvre des réglementations de produits biologiques tels que les vaccins, les produits sanguins et les thérapies cellulaires. P. Marks avait démissionné de ses fonctions au sein de la FDA en mars dernier, en évoquant l'« attaque sans précédent contre la vérité scientifique » portée par l'administration Trump, en particulier s'agissant des effets de la vaccination [voir [Brèves sectorielles du 4 avril 2025](#)].

- Le 8 octobre, le CEO d'AdvaMed, la principale fédération représentant le secteur des dispositifs médicaux aux Etats-Unis, a [appelé](#) l'administration à « apporter un peu de certitude » à l'industrie, et a déclaré que les droits de douane n'étaient « probablement pas le bon outil ». Certains de ces droits, dont il a souligné qu'ils atteignaient jusqu'à 45% ou 50% selon les pays, pourraient selon lui créer un « énorme problème » et menacer des emplois aux Etats-Unis.
- Le 9 octobre, le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk a [annoncé](#) son acquisition de l'entreprise de biotechnologies américaine Akero Therapeutics. Basée à San Francisco, Akero est spécialisée dans le développement de traitements des troubles métaboliques. Le montant total de la transaction pourrait atteindre jusqu'à 5,2 Md\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)